

B12585
(185026)

LES SOUFFRANCES

DE CORFOU

Article I.^{er} et II.^{me}

ΤΑ ΠΑΘΗΜΑΤΑ ΤΗΣ ΚΕΡΚΥΡΑΣ

Ἔθροα Α' καὶ Β'.

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟ
 ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΜΟΥΣΕΙΟΥ
 ΣΥΛΛΟΓΗ Π. ΠΑΤΡΙΚΟΥ
 Α.Σ. 2.46.0018



ΕΝ ΚΕΡΚΥΡΑ

Τυπογραφείον Η ΙΟΝΙΑ

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΜΟΥΣΕΙΟΥ ΛΗΘΟΥΡΙΟΥ

1867



Les souffrances de Corfou.

ARTICLE 4.er

Nay, take my life and all, pardon not that:
 You take my house, when do you take the prop
 That doth sustain my house, you take my life,
 When do you take the means whereby I live.
 SHAKESPEARE.

§. 1.

Nous ne nous troublons pas lors que nous lisons des écrits contenant des opinions absurdes, produit de l'imagination égarée de quelque individu; nous rions, nous en témoignons tout au plus notre mépris et n'en faisons pas d'autre cas. Lorsque pourtant, non plus cet individu-ci ou celui-là, mais une classe de citoyens, ou des personnages revêtus d'un caractère public visent au paradoxe et à la perversité, comme membres d'une Société policée, nous ne pouvons pas alors nous empêcher de nous troubler, et nous nous voyons obligés de prendre la plume pour réfuter l'imposture.

Il n'y a pas long temps qu'en France un écrivain très-distingué jugea à propos de publier un gros volume pour prouver que la propriété n'est pas un vol. Nous nous voyons aujourd'hui exactement dans le même cas, nous autres corfiotes, devant les propositions de MM. Constantas, Romécs etc.

Et pourquoi? nous dira-t-on.

D'abord, parce que ces Messieurs et leurs collègues sont des députés et, comme tels, ils se targuent d'être les représentants du peuple; et puis, parce que nous avons à regretter de fâcheux antécédents.

Il n'est pas question ici d'examiner si les députés de la campagne représentent réellement le peuple ou le rebut des indigens; il est toute fois hors de doute que ces Messieurs sont considérés à Athènes comme représentants du peuple, et leur voix doit conséquemment produire une certaine sensation à tous ceux qui ignorent tout ce qui se passe et se passe dans cette île infortunée.



ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
 ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΗ ΣΧΟΛΗ
 ΑΘΗΝΩΝ



ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΣ
 ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
 ΜΟΥΣΕΙΟ ΜΕΤΕΩΡΩΝ

Le fâcheux antécédent que nous déplorons est la loi CL. que la Chambre entraînée en erreur vota le 20 Janvier 1866, et qui remplit d'amertume le coeur de notre auguste roi.

Sous prétexte de cette soi-disante loi d'assimilation, on abolit à Corfou des institutions, sans qu'il en existât d'analogues pour les y remplacer dans la législation hellénique ; d'autres qui sont en vigueur dans le reste de la Grèce, furent abrogées aux Iles Ioniennes — tel que le droit de retour des biens-fonds ; de précieux intérêts ne furent point sauvegardés, et pour combler la mesure, par l'effet retroactif des lois, on ébranla un des principes fondamentaux et salutaires de toute société civilisée.

Du reste le phénomène étrange qui se passe aujourd'hui sous nos yeux, n'est pas tout-à-fait nouveau : pas le moins du monde. La sédition a vomi toujours et partout de ses entrailles des hommes, tels que MM. Roméos, Constantas etc. L'histoire, dans toutes ses périodes, en fourmille d'exemples. La scène où de semblables événements se passèrent fut, il est vrai, plus ou moins étendue, plus ou moins remarquable ; mais cela ne change rien à l'affaire.

Au sein de la grande république romaine, que promettait en effet Catilina à la populace frénétique qui l'entourait ? Tum Catilina polliceri, dit l'illustre historien de sa conjuration, tabulas novas, proscriptionem locupletium, magistratus, sacerdotia, rapinas, alia omnia quæ bellum atque lubido victorum fert. Au sein du petit royaume hellénique, les Roméos, Zervos, Constantas en briguant des suffrages, que promettaient-ils aussi à la classe rurale ? L'extinction des dettes (tabulas novas), la proscription des riches (proscriptionem locupletium), des emplois aux ignorants, des paroisses à d'indignes ministres (magistratus, sacerdotia), la rapine de la propriété (rapinas) et tout ce que la licence entraîne avec elle (alia omnia quæ lubido victorum fert.)

Heureusement pour Rome, Cicéron s'opposa à Catilina ; malheureusement pour notre île, son Cicéron n'est pas encore né, ou il pleure encore au maillot.

Ainsi les députés de la campagne ont déjà commencé à mettre en exécution leurs projets, et à l'heure qu'il est, ils se hâtent à l'accomplissement de leur oeuvre.

Par la loi CL. les propriétaires de Corfou, qui ont pour la plupart confié leur propriété rurale à titre d'emphytéose ou de colonat à des agriculteurs nommés emphytéotes ou colons partiaires, se virent privés de ces garanties que la loi ionienne accordait jusqu'alors au propriétaire vis-à-vis du possesseur. Ils furent réduits à ne pouvoir pas vérifier légalement la portion du produit qui leur est due par le colon partiaire. Ils furent empêchés dans l'exercice de leurs droits ne pouvant pas recouvrer les terres baillées, quoique l'agriculteur ne remplît envers eux les obligations contractées et qu'il négligeât la cultivation des terres et les laissât même en jachère, soit par oisiveté, soit par impuissance.

Voilà le commencement d'exécution.

Les susdits démagogues se proposent d'achever leur oeuvre par des projets conçus sur l'extinction des dettes qui doivent avoir pour effet l'anéantissement complet du crédit, et par la solution qu'ils songent à donner à ce qu'ont est convenu d'appeler la question agricole.

§. 2.

La question concernant le système de la propriété rurale de l'île de Corfou a été depuis long temps mise sur le tapis.

Depuis l'annexion de nos îles au royaume hellénique, maints et maints traités furent publiés à ce sujet ici et dans la Capitale. Le journalisme s'en est occupé à satiété.

On institua à plusieurs reprises des commissions à cet égard. On soumit la question à la mûre réflexion des juriconsultes Ioniens et de ceux du reste de la Grèce. Des conseils furent formés dans ce même but travaillant

ΙΑΚΩΒΑΤΗΛΙΟΥ

ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΑΤΑΡΤΙΣΤΗΡΙΟΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΑΝΘΡΩΠΙΝΩΝ

en plein jour et des conseils travaillant sous-terre. Trois Préfets consécutifs rédigerent des mémoires qu'une longue série de ministères lut et prit en considération.

Les représentants de Corfou se rendirent donc la première fois à Athènes pourvus de toutes les pièces du procès et avec un dossier en toute règle. L'opinion publique s'y était ouvertement prononcée. Les intérêts des propriétaires de Corfou ne tenaient plus qu'à un fil. Qu'arriva-t-il?

Rien ! Non, quelque chose de pire encore. La Chambre promulgua la loi du 20 Janvier 1866, portant un coup terrible à l'inviolabilité de la propriété, et un préjudice incalculable à une classe digne de toute considération de la ville, des faubourgs et de la campagne.

Après la clôture de la première session législative, les propriétaires, maltraités de la sorte, supplièrent avec instance qu'on réglât du moins, par un Décret Royal, les estimations du produit des oliviers baillés à titre de colonat, prévoyant que, la loi Ionienne relative étant abolie, et n'étant pas remplacée par aucune autre, ils seraient dans l'année 1866 privés de leurs revenus.

On institua de rechef d'autres commissions. Des avocats, que le Barreau d'Athènes se fait une gloire de posséder, opinèrent en faveur des humbles supplians; mais en vain. Le gouvernement jugea contraire à la Constitution le Décret Royal demandé. L'agriculteur usurpa impunément la portion du propriétaire réduit à l'indigence. Ainsi le sacrifice de la propriété fut consommé sur l'autel même de la Constitution.

Sur ces entrefaites la seconde session législative approchait. Ce fut alors que le représentant de la ville, M.eur Socrate Couris, dans un conseil tenu avec quelques uns de ses compatriotes, s'exprima ainsi qu'il suit:

« La question agricole doit être résolue. Pour moi, j'y ai formé ma conviction; il serait pourtant nécessaire de vous entendre aussi là-dessus et d'y porter un jugement, car la responsabilité de vos représentants est grande, et ils voudraient bien être un peu soulagés de la tâche délicate que vous leur avez confiée. Son-

»gez, pourtant, que sans des concessions, vous n'aboutirez à rien du tout.»

Nous n'avons pas intention de commenter ces paroles. M.eur Couris fut exaucé. Une trentaine ou cinquantaine de propriétaires nommèrent une commission d'hommes compétents, qui ajouta aux cent autres un nouveau projet de loi, dont on donna copie à nos représentants.

La seconde session de la Chambre va reprendre ses travaux. M.eur Couris se rend à la capitale; M.r Marcoran donne sa démission; M.r Padovan, hésite un moment, puis se rend lui aussi à Athènes. Mais après y avoir séjourné peu de jours, il revient à Corfou précédé de deux libelles, signés par les représentants de la campagne, et dans lesquels les propriétaires de la ville sont traités de brigands; on y provoque ouvertement et sans réserve les citoyens à la guerre civile, et on y prêche hautement ces principes pernicieux qui sont le séminaire de troubles et de sédition dans les pays civilisés.

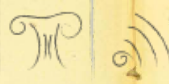
Dans ces libelles, que nous ignorons comment ont-ils pu échapper à la vigilance du Procureur du Roi, on faisait connaître que les députés qui s'y étaient signés, s'étaient entendus avec M.r Padovan qui revenait à Corfou à l'effet, disait-on, de développer leurs propositions.

Deux ou trois jours après le retour de ce Monsieur, quatre projets de loi furent ici publiés, avec une note au bas de la page, par laquelle on faisait savoir que les trois premiers étaient le résultat des travaux d'une de ces nombreuses commissions que le Gouvernement avait nommées à plusieurs reprises, et que le quatrième portant le titre de « Proposition d'une loi » était la confection des représentants (?) de Corfou; qu'enfin le projet de loi concernant les dettes était en délibération.

Des citoyens firent connaître leurs idées sur ces projets de loi dans divers écrits qu'ils publièrent, et les auteurs anonymes de la brochure imprimée sous le titre *Observations sur les projets de loi qui ont dernièrement paru* concluaient de la manière suivante:

« Nous publions nos observations convaincus que le

ΙΑΚΟΒΙΝΤΙΟΥ
ΑΗΜΟΕΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΠΑΡΕΛΘΟΝΤΩΝ



» Gouvernement daignera hâter la confection définitive
 » des projets de loi selon le besoin de notre pays, et qu'
 » il voudra les soumettre le plus tôt possible à la délibé-
 » ration de la Chambre des Représentans, afin de mitiger
 » les maux qu'endure notre société par suite des dispo-
 » sitions exceptionnelles de la loi CL, dispositions qui
 » menacent de destruction notre propriété et qui y au-
 » torisent l'usurpation.

» La Chambre voudra reconnaître nos justes griefs, et
 » le devoir que lui impose la nation de maintenir la pro-
 » priété intègre et inviolable.

» Les propriétaires de Corfou se sont montrés toujours
 » conciliatifs et généreux envers la classe rurale. Toute
 » privation de leur droits sacrés est désormais une inju-
 » stice criante.

Voilà de quelle manière s'exprimait l'opinion publi-
 que.

§ 3.

Les débats, qui eurent lieu hors de l'enceinte de la
 Chambre sur cette malencontreuse question, paraissai-
 ent épuisés. On attendait avec impatience, avec une
 sorte d'anxiété sa solution.

Que fait cependant le gouvernement ? Il nomme à la
 veille de la clôture de la seconde session une autre com-
 mission, présidée par Mr Coumoundouros, qui élabore
 un Projet de loi « Sur le remaniement des rapports juri-
 diques de la propriété foncière à Corfou. »

Ce projet, qui fut signé aussi par le représentant de la
 ville Mr Socrate Couris, a été soumis si tard à la con-
 sidération de la Chambre, qu'à peine en a été-t-il fait
 la deuxième lecture, qu'on proclama la clôture de la se-
 conde session législative.

Nous ne nous proposons pas pour le moment d'ana-
 lyser les 79 art. de ce projet de loi, et faire voir les ten-
 dances à l'anéantissement du droit sacré de la proprié-
 té qui y percent à travers. Nous avons cependant le

droit et le devoir de rechercher la cause pour laquelle
 on ne crut prendre aucune mesure pour sauvegarder les
 intérêts importants et vitaux de cette île malheureuse.

« La cause ? » — nous disent quelques uns — « mais,
 vous devez l'attribuer à vous-mêmes. La cause ? mais
 elle a sa source dans vos discordes, et dans les dissen-
 sions de vos représentans. »

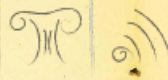
Les discordes et les dissensions sont incontestables,
 comme il est incontestable qu'il y a dans notre
 société des individus qui, tout en faisant parade de
 patriotisme, travaillent à la sourdine pour pousser
 le peuple au comble du désespoir, afin de réaliser
 les rêves que leur a inspirés leur cerveau mala-
 de. Pour y parvenir ils travaillent continuellement à
 combattre toute sage mesure, tendante à rétablir dans
 le pays l'ordre, l'harmonie et la paix.

Ce que nous venons d'avancer est positif. Quel est
 toutefois le devoir d'un gouvernement, digne de ce nom,
 vis-à-vis de telles circonstances ? — Doit-il par hasard
 croiser les bras, et se poser en spectateur indifférent de-
 vant la lutte acharnée et sanglante, engagée entre l'en-
 vie d'une part, et les haines invétérées de l'autre ? Ou,
 doit-il s'en laver les mains et livrer les citoyens à la
 merci des partis, comme Pontius Pilatus livra le Juste
 au fanatisme des Juifs ?

Non ! Sa mission est bien différente. Sans se laisser
 influencer par les partis, posé au gouvernail du vaisseau
 de l'Etat, il doit viser, comme à une étoile polaire, à l'in-
 térêt commun de ceux qu'il gouverne, intérêt qu'il
 est tenu de protéger pour le premier à la Chambre legi-
 slative, en y assujettissant et appuyant des projets de loi
 convenables.

Qu'a-t-il donc empêché le gouvernement, qui jouit
 aujourd'hui d'une grande majorité, de proposer à temps
 à la Chambre les projets de loi concernant l'île de

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΝ
 ΑΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
 ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΠΕΘΥΠΟΥ



Qu'a-t-il donc empêché le gouvernement, s'il ne
 considèrerait pas mûre la question improprement appe-

lée agricole, de remettre au moins en vigueur les dispositions de la loi relatives à la réversion des biens-fonds dont la suspension dans les Sept-iles, ordonnée par la loi CL, cause une distinction inexplicable entre les anciennes provinces et les nouvelles, au détriment de ceux-ci, et scelle une injustice inouïe ? Rien.

Qu'a-t-il donc empêché le gouvernement de proposer à la Chambre une loi réglant les estimations à Corfou du produit des oliviers baillés aux colons partiaires, afin que les propriétaires ne fussent pas cette année aussi privés de leurs revenus, ou au moins, demander à temps l'autorisation d'émaner un Décret Royal ? Rien.

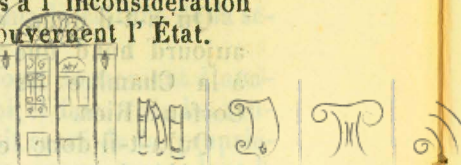
La satisfaction, impérieusement exigée, de nos justes griefs, ne s'accordait probablement pas avec les coalitions politiques du gouvernement. Voilà pourquoi on sacrifia l'île de Corfou, en foulant aux pieds les droits de cette île, qui, s'attendant de trouver dans le gouvernement grec l'amour d'une mère, n'y trouva que la haine d'une marâtre. Ainsi l'on compromit l'intérêt même de la nation entière.

En vain nous sommes montrés généreux et prêts à céder une partie de nos incontestables droits en faveur de nos agriculteurs. Nous avons été en revanche outragés, diffamés; la ville populace de la campagne fut excitée contre nous par des libelles; tandis que le gouvernement riait à gorge déployée et restait dans l'inaction.

Mais il est temps désormais de dénoncer le crime qui se commet chez nous — il est temps de mettre au jour nos plaies et de nous protester hardiment et hautement contre une tyrannie qui nous subjugue.

L'île de Corfou souffre injustement. Elle impute la faute de ses cruelles souffrances à l'inconsidération et à l'imprévoyance de ceux qui gouvernent l'État.

Corfou 20 Mai 1867.



Les Souffrances de Corfou.

ARTICLE II.^{me}

From mighty wrongs to petty perfidy
Have I not seen what human things could do?
BYRON.

M. Comnos vient de publier dans le numéro du 21 Avril 1867 de la *Renaissance* un article qui porte pour titre «les préliminaires de la réponse due aux traits d'esprit de M. Layard et aux reproches des hommes politiques de l'Angleterre contre le gouvernement Hellenique.» Cet article a été traduit en Français et réimprimé dans l'*Esperance* d'Athènes.

Quoique nous n'ayons nullement l'intention d'applaudir aux traits d'esprit de M. Layard, ni de nier qu'en général la Protection anglaise dans les Iles ait commis malheureusement des fautes, toutefois nous ne pouvons pas nous empêcher de relever les idées fausses contenues dans le dit article.

Selon l'auteur de cet article l'Angleterre a legué aux Grecs au même temps que les îles des institutions dignes du moyen âge et elle a permis en plein dix-neuvième siècle l'oppression des paysans par des feudataires.

M. Comnos est un Ionien, mais un de ces Ioniens qui depuis leur enfance ont vécu loin des Sept-Iles et qui par conséquent partage à ce propos (comme il est d'ailleurs facile de le constater en lisant l'article susmentionné) tous les préjugés de nos nouveaux compatriotes des anciennes provinces. En effet lorsqu'en 1865 nous reprochions à M. Comoundouros ses erreurs à notre égard «Que voulez vous?» nous répondait-il avec plus de franchise «Que voulez vous? Pour moi les Iles Ioniennes c'est la Chine.» Ainsi un des hommes politiques les plus marquants de la Grèce eut la candeur d'avouer qu'il comprenait la condition sociale des nouvelles provinces annexées au Royaume du Il gouvernait tout aussi bien qu'il comprenait les affaires du Céleste Empire, avec lequel nous n'avons

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΧΟΣ
ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΘΗΝΩΝ

pas encore eu le bonheur, que nous sachions, de nous mettre en relation. De plus forte raison donc nous ne pouvons pas avoir la prétention que des gens appartenant à un ordre social inférieur ou dont la politique n'est pas l'occupation principale, moins encore que des personnes adonnées aux études de la métaphysique, se donnent la peine d'approfondir les questions locales de notre pays.

Cinq au six paysans, qui représentent fort dignement le résultat du scrutin dans lequel toute la horde des gens sans propriété, des va-nu-pieds de la campagne étaient admis à voter, se trouvant à Athènes ont soutenu qu'à Corfou en plein XIX.^{me} siècle il existait encore des fiefs et que les paysans étaient des serfs attachés à la glèbe. Là dessus voilà nos bons compatriotes des anciennes provinces qui se mettent à crier à tue-tête « Tolle, tolle, crucifige ! » Quoi ? Comment ? — « Les Ioniens se trouvent avoir encore des institutions du moyen âge ». Est-il possible ! « Ipse dixit » c'est-à-dire Cotsandas, Pangratis ou Roméos. »

Ainsi donc à partir des premiers jours de l'annexion on nous a ménagé l'agréable position de prevenus vis-à-vis du reste de la Grèce qui jouit le rôle d'un Tribunal qui crache des jugements de condamnation sans avoir examiné les pièces à conviction, sans avoir non plus entendu les témoins à décharge, ni le plaidoyer de la défense. — Et que l'on ne s'avise pas de dire que les pièces, que les témoins, que les plaidoyers nous ont fait défaut. — A preuve du contraire nous nous limitons à rapporter la remarquable brochure de M. I. A. Tiplados Avocat, imprimée à Athènes en 1864 qui parut pour la première fois dans l'*Esperance* et qui porte pour titre « Du régime féodal et de la cultivation aux îles Ioniennes. » C'est dans cet écrit que ce jurisconsulte distingué démontre avec une clarté admirable que les fiefs de chez nous n'avaient rien de commun (si ce n'est le nom) avec les fiefs qui ont existé en Europe pendant le moyen âge, de sorte que si l'on se donnait la peine de lire cet ouvrage la frayeur que l'épouvantail du féodalisme avait engendrée dans le cœur si libéral

des grecs se fût bientôt apaisé.

« Les fiefs de Corfou » écrivait aussi à la même époque un juriste éminent qui possède à fond la législation Ionienne « même à partir de leur établissement sous les » Anjouins et les Venitiens n'ont jamais eu la moindre » ressemblance avec les fiefs constitués dans l'Occident... » les Barons de Corfou n'avaient pas de serfs... ils n'avaient pas d'empire sur les paysans qui pouvaient en » grande partie quitter le sol du fief... en général ils n'avaient pas de juridiction soit civile, soit pénale, soit » mixte... ils ne jouissaient guère de cette foule de droits » réels qui appartenaient aux feudataires de l'Occident... » Dans une époque plus rapprochée les Barons n'avaient » d'autre droit que d'exiger les prestations convenues pour » les fonds baillés à titre de colonat ou d'emphytéose... » tandis que de leur côté ils étaient tenus au paiement » d'un tribut annuel à la caisse publique en reconnaissance de la transmission qui leur avait été faite par l' » État des terres vacantes, et à la prestation du serment... » C'était là à peu près l'état de la propriété féodale à » Corfou lorsque le II.^{me} Parlement par sa XXXVI » loi en date du 11 Mai 1825 les abolit entièrement. » (1)

Voilà ce que nos jurisconsultes ont écrit; mais en vain. La II.^{me} Assemblée nationale des Grecs s'est exposée à la risée publique en abolissant ces fiefs innocents des îles Ioniennes qui avaient été déjà abolis trente ans auparavant, tandis que M. r Comnos de son côté à la veille de l'annexion prononce des prophéties, qu'il a la prudence de ne publier qu'après l'accomplissement des faits, et il rêve qu'il y a dans les îles des *villani*, qu'il traduit fort savamment par le mot *ἀγενεῖς* (ignobles) et qu'il croit comme au moyen âge attachés à la glèbe.

D'après M. r Comnos les paysans n'avaient pas de propriété, ils ne recevaient pas d'instruction et leur droits politiques se réduisaient à rien. Mais que cet homme

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΥ
 ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΟΝ ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΔΙΔΑΧΗΣ
 ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΑΘΗΝΩΝ 1864
 (1) Exposé de la condition juridique de la propriété foncière dans les îles Ioniennes, avec des documents et des Notes par Jérôme Santorio.

savant se fût donné la peine de prendre des renseignements un peu plus exacts et il aurait pu très-facilement se convaincre que les quatre cinquièmes des biens ruraux à Corfou (car nous nous occupons principalement de Corfou) sont baillés à titre de colonat, ce qui veut dire que ces biens ont été concédés à des paysans, lesquels par la cultivation devaient acquérir un droit de copropriété sur les mêmes ; que les colons devenaient les associés des propriétaires ; qu'une grande partie de ces cultivateurs s'étant enrichis sont devenus les propriétaires absolus des fonds, qu'ils sont devenus le fléau de leurs villages à cause de leurs stipulations usuraire, et que ce sont eux qui ont opprimé la campagne et non les seigneurs de la ville, *les Seigneurs féodaux*; que des écoles communales ont toujours existé dans la campagne et que la ville s'est montré si généreuse vis-à-vis des fils des paysans qu'elle a consenti que le testament de sa bienfaitrice, la Corfiote Hélène Mocenigo, fût violé pour que les fils des paysans aussi fussent admis à être envoyés, moyennant le legs généreux de cette dame, aux Collèges et aux Universités de l'étranger pour y puiser leur éducation, contrairement aux dispositions de la dite testatrice d'heureuse mémoire, d'après lesquelles une seule classe de jeunes gens pauvres de la ville en auraient profité ; qu'il n'est pas exact de dire que les droits politiques des payans étaient réduits à rien puisqu'au contraire le montant de la propriété pour eux requise à fin d'être admis comme électeurs et comme éligibles était inférieur à celui de la propriété requise pour les citoyens à ce fin ; qu'il y a eu chez nous beaucoup de membres de la Chambre et de hauts fonctionnaires qui n'étaient que des fils de paysans.

Mais si nous avons été étonnés d'apprendre qu'avant l'annexion les îles Ioniennes étaient la Chine pour les grecs du royaume, nous le sommes bien davantage aujourd'hui que l'annexion est faite et que l'assimilation est un fait accompli. En fait depuis ce temps il y a eu des Prefets fort distingués, appartenant aux anciennes provin-

ces, qui nous ont été envoyés pour nous gouverner, il y a eu aussi des magistrats qui se sont rendu compte de notre législation, des magistrats éclairés, intelligens, d'un savoir solide et audessus de tout éloge tel que, sans exclure les autres, M.r le Président de la Cour d'Appel, Apostolos Athanasiades, et notre excellent President du Tribunal de première instance M.r Démosthène Tsivanopoulos, lesquels s'étant informés de ce qui se passe ici et ayant particulièrement étudié le système de la propriété rurale à Corfou, ont soumis au gouvernement des réflexions fort justes et fort judicieuses.

Soit. Il était et il est toujours permis à M.r Comnos d'ignorer notre condition sociale, mais il n'est pas permis à un homme qui se donne pour érudit d'ignorer l'histoire de sa nation et en vérité l'histoire des Sept-Iles, même du temps où elles étaient au pouvoir des étrangers, fait partie de l'histoire nationale, tout aussi bien que l'histoire de la Grèce sous le sceptre des Empereurs romains, sous la domination des Francs ou sous la tyrannie des Turcs.

Cependant M.r Comnos ignore l'histoire des Sept-Iles, si l'on doit en juger par le mepris avec lequel il parle des patriciens de ce pays qui *portent pour la plus part des noms italiens*.

S'il lui était arrivé de lire l'histoire il ne pouvait pas ignorer que ces patriciens ont acquis leur noblesse en sacrifiant tout leur bien pour armer des navires qui devaient battre ces barbares qui ont été toujours les ennemis du nom grec ; que ces mêmes navires ont suivi l'esquadre de Venise et qu'ils se sont signalés en 1571 dans le Golfe de Lepante ; que durant les vingt cinq ans pendant lesquels Venise défendait au XVII. Siècle l'île de Crète contre l'invasion des Turcs qui ont fini par la conquérir, ces patriciens si maltraités se battaient côte à côte avec François Morosini ; que ce sont eux qui ont bâti Corfou des remparts d'où lors du siège des Turcs en 1796 ils s'élançaient pour exposer leurs poitrines contre lesquelles venaient se briser le rude

ΙΑΚΟΒΟΣ ΠΟΡΦΥΡΑΚΗΣ
 ΑΗΜΟΣΙΑ ΚΑΤΑΧΩΡΗΤΗΣ
 ΜΟΥΣΕΙΟ ΠΟΛΙΤΕΥΣΕΩΣ

choc des hordes barbares.

Tous ces faits que nous rapportons sont appuyés sur des titres que nous conservons dans nos archives, et qui peuvent servir de pièces à appui, et sur des monumens historiques qui existent encore.

Ces patriciens qui suivant vous, M.r Comnos, étaient *des fainéants et des ignorants* s'appelaient Moustoxides, Vlassopoulos, Trivolis, Chalichiopoulos, Theotoky, Rhodostamos. Il paraît qu'à votre avis ces noms n'annoncent pas une origine grecque. Eh bien, soit ; il y en a, nous en convenons, qui portent des noms italiens. Mais le contact avec les Grecs, la même religion, les mêmes sentiments, toutes ces causes n'ont-elles pas réussi à rendre dans le cours des siècles, ceux qui les portaient, de véritables grecs ? Le grand nom de la Grèce moderne, son glorieux citoyen et bienfaiteur, n'est ce pas le Corcyréen Capo d'Istria ? Examinez vous si c'était des *noms italiens* que portaient les héros Ioniens qui sont tombés à Lala ? ou bien Doménichini le martyr qu'en 1854 subissait en Epire l'extrême supplice ?

Après la chute de Venise, le nom si chère de la Grèce où a-t-il retenti pour la première fois après bien des siècles ? Dans les îles Ioniennes ; et les lèvres des de ces patriciens qu'aujourd'hui vous qualifiez d'étrangers le prononçaient à l'envi avec le peuple. Ce fut dans les îles Ioniennes que pour la première fois les bases d'un État néo-hellénique furent jetées et leur Capitale par son Université fut le premier foyer de l'Hellénisme. C'est ici que les érudits de la nation aux moments de calamité nationale ont trouvé un refuge. C'est ici que sous la Protection qui ne nous a laissé, comme vous dites, *que des forteresses démantelées et des routes bien construites*, c'est ici que les Assopios ont donné leurs premières leçons de littérature grecque et que les Karandinos ont enseigné les sciences mathématiques. C'est sur cette terre qu'à l'époque où le pouvoir était entre les mains de ces individus, qui, comme vous dites, *ne daignaient pas parler d'autre langue que le dialecte vénitien*, les chaires des éco-

les publiques ont été occupés par les Farmakides, les Vamvas, les Economides, les Filitas et autres en grand nombre qu'il serait trop long d'énumérer.

Vous avez eu une inspiration bien peu heureuse, M.r Comnos, de croire que vous pouviez faire l'apologie du Gouvernement Grec en disant des choses qui ne sont pas vraies sur le compte des Ioniens et en les insultant. Non seulement ceux qui gouvernent la Grèce ont commis des fautes, mais aussi ils se sont laissé entrainer dans des actes qui méritent d'être qualifiés bien plus sévèrement.

Vous avez prophétisé que *le gouvernement Hellenique, faute d'une loi qui lui permît d'interceder dans le différend qui s'agiterait entre la ville et la campagne serait obligé de se croiser les bras*. Mais, savez vous, Monsieur, quels sont ceux qui ont pour la première fois semé la discorde entre les paysans et les habitants de la ville ? Si vous ne le savez pas, apprenez l'histoire contemporaine.

Savez vous de qui on a voulu tirer vengeance lorsque par une loi inique on a laissé la propriété de Corfou sans garantie ? Vous n'en savez rien. Eh bien, apprenez l'histoire contemporaine.

Savez vous pourquoi, tandis qu'il y avait une Chambre soumise au Gouvernement et qui a voté tous les projets qui lui ont été présentés, même les plus odieux au peuple, pourquoi le Gouvernement grec s'est croisé les bras, pourquoi il a permis qu'une loi n'intervint pour résoudre la question entre la ville et la campagne, ou pour mieux dire, pourquoi il a permis qu'il n'y eût point de loi qui pût reintégrer dans leurs droits ceux qui en ont été privés ? L'ignorez-vous ? Encore une fois, apprenez l'histoire contemporaine.

En conclusion, les Ioniens, les Corfiotes surtout, sont las d'avoir à subir tant d'épreuves de la part d'un gouvernement que vous, M.r Comno, vous trouvez bon de justifier. Il vous est bien permis de faire des panegyriques, si cela vous convient, mais il ne vous est pas permis de les faire en calomniant les autres.

ΙΑΚΩΒΑΤΤΙΔΗΣ
ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΘΕΟΥΠΙΟΥ Corfou, 20 Mai 1867.

Τὰ παθήματα τῆς Κερκύρας.

ΑΠΘΡΟΝ Α΄.

Nay, take my life and all, pardon not that;
You take my house, when do you take the prop
That doth sustain my house, you take my life,
When do you take the means whereby I live.

SHAKESPEARE.

§ 1.

Ὅταν ἀναγινώσκωμεν συγγραφὰς ἐμπεριεχούσας παραλόγους δοξατίας οὐσας τὸ ἀποκύημα τῆς πυρεσσοῦσης φαντασίας ἀτόμου τινός, δὲν θορυβοῦμεθα. Γελῶμεν ἢ περιφρονοῦμεν ἢ ἀδιαφοροῦμεν. Ὅταν ὅμως οὐχὶ τὸ δεῖνα ἢ δεῖνα ἄτομον, ἀλλ' ἐν σύστημα πολιτῶν ἢ ἀνθρωποὶ ἐπίσημον περιβεβλημένοι χαρακτηῖρα ἐπιδιώκουσι τὰ παράλογα καὶ τὰ φαῦλα, τότε δικαίως ταραττόμεθα οἱ ἐν πεπολιτισμένη βιοῦντες κοινωνία καὶ ἀναγκάζομεθα νὰ ἐντείνωμεν τὸν κάλαμον πρὸς ἀνασκεινὴν τῆς πλάνης.

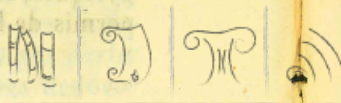
Πρὸ τινων ἐτῶν διάσημὸς τις συγγραφεὺς ἐν Γαλλίᾳ ἐνόμισεν ἀναγκαῖον νὰ γράψῃ τόμον ὀλόκληρον ἵν' ἀποδείξῃ ὅτι ἡ ἰδιοκτησία δὲν εἶναι κλοπὴ ἴσην δ' ἀνάγκην αἰσθανόμεθα σήμερον οἱ Κερκυραῖοι ἀπέναντι τῶν προτάσεων τῶν κκ. Κωνσταντᾶ, Ρωμαίου καὶ λοιπῶν. Καὶ διατί;

Πρῶτον διότι οἱ κκ. Κωνσταντᾶς, Ρωμαῖος καὶ ἕτεροι συμφατριάζοντες εἶναι βουλευταὶ καὶ, ὡς τοιοῦτοι, τεκμαίρονται ἀντιπρόσωποι τοῦ λαοῦ. Δεύτερον διότι ἔχομεν λυπηρὸν προηγούμενον.

Δὲν εἶναι τοῦ προκειμένου τὸ ζήτημα ἂν οἱ λεγόμενοι βουλευταὶ τοῦ ἀγροῦ Κερκύρας παριστάνουσι τὸν καθαυτὸ λαὸν ἢ τὸν ἀκτῆμονα συρφετὸν βέβαιον πάντοτε εἶναι ὅτι οἱ ἀνθρωποὶ αὐτοὶ ἐν Ἀθήναις ἐκλαμβάνονται ὡς ἀντιπρόσωποι τοῦ λαοῦ καὶ, καθὼς τοιούτων, ἡ φωνὴ αὐτῶν ὀφείλει εἰς τὸν ἀνίδεον τῶν ἐν τῇ πολυτλήμονι ταύτῃ Νήσῳ διατρεζάντων καὶ διατρεχόντων νὰ προξενῇ ἐντύπωσιν.

Τὸ λυπηρὸν καὶ ἀξιοθρήνητον προηγούμενον εἶναι ὁ ἀπὸ 20 Ἰανουαρίου 1866 ΠΝ. Νόμος τὸν ὁποῖον ἡ Βουλὴ παρασυρθεῖσα

ΙΑΚΟΒΟΣ ΠΑΡΕΙΟΝ ἐπέφερε καταπικνᾶνασα τὸν Σεβαστὸν ἡμῶν Ἡγεμό-
ΔΗΜΟΣΙΑΝ ΚΕΝΤΡΗΝ ἐπιπέσειν ἐπὶ ἀφομοίωσιν δῆθεν τούτου Νόμου
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ἀποφασισθέντων θεσμοὶ ἐν Κερκύρᾳ μὴ ἔχοντες ἄλλοις ἀντικατα-



στάτους εἰς τὴν ἑλληνικὴν νομοθεσίαν· ἕτεροι ὑπάρχοντες ἐν τῇ λοιπῇ Ἑλλάδι ἐκηρύχθησαν ἀνεσταλμένοι ἐν Ἐπτανήσῳ, οἷον τὸ τῆς ἐπανελεύσεως δικαίωμα· πολύτιμα συμφέροντα ἀφείθησαν ἀπροστάτευτα καὶ ἀνομοθέτητα καὶ, εἰς ἐπίμετρον πάντων, διὰ τῆς ὀπισθοδρομικῆς δυνάμεως τοῦ νόμου ἐσαλεύθη μία τῶν θεμελιωδῶν καὶ σωτηρίων ἀρχῶν πάσης πεπολιτισμένης κοινωνίας.

Οὐδὲ τὸ φαινόμενον τὸ ὅποιον ἐκτυλίσσεται σήμερον ἐνώπιον τῶν ὀφθαλμῶν ἡμῶν εἶναι πρωτοφανές. Οὐδόλωσ. Ἡ ὀχλαγωγία ἐξέβρασε πάντοτε καὶ πανταχοῦ ἐκ τῶν σπλάγγων αὐτῆς ἄνδρας τοιοῦτους ὅποιοι εἶναι οἱ κύριοι Κωνσταντᾶς, Ρώμαιος, Ζερβὸς καὶ συνέταιροι. Ἡ ἀρχαία, μέση καὶ νεώτερα ἱστορία τὸ μαρτυροῦσι. Ἡ σκηνὴ ἐν ἣ τὰ γεγονότα διεδραματίσθησαν ὑπῆρξε κατὰ τὸ μᾶλλον ἢ ἤττον εὐρεῖα, κατὰ τὸ μᾶλλον ἢ ἤττον περίβλεπτος, πλὴν τοῦτο ἀδιάφορον ὡς πρὸς τὴν οὐσίαν τῶν πραγμάτων. Ἐν τῇ μεγάλῃ τῆς Ρώμης πολιτείᾳ ὁ Κατιλίνας εἰς τὸν περὶ αὐτὸν συνωθούμενον καὶ φρενητιώντα ὄχλον τί ἄρα ὑπέσχετο; Tum Catilina polliceri, λέγει ὁ μονογραφῆσας τὴν συνωμοσίαν του ἱστοριογράφος, tabulas novas, proscriptionem locupletium, magistratus, sacerdotia, rapinas, alia omnia quae bellum atque lubido victorum fert. Ἐν τῇ μικρᾷ τῆς Ἑλλάδος πολιτείᾳ οἱ Ρώμαιος, Ζερβὸς, Κωνσταντᾶς καὶ ἕτεροι, ψήφους θηρεύοντες τί ἄρα τοῖς ἀγροίκοις ὑπέσχεοντο; τὴν κατάργησιν τῶν χρεῶν (tabulas novas), τὴν προγραφὴν τῶν πλουσίων (proscriptionem locupletium), ὑπουργήματα ἀναλαβῆτοις, ἀναξίοις ἱερεῦσι ἐφημερίας (magistratus, sacerdotia), τὴν διαρπαγὴν τῆς τῶν πολιτῶν ἰδιοκτησίας (rapinas), καὶ πανθ' ὅσα ἢ θριαμβεύουσα ἐπάγεται ἀκολασίς (alia omnia quae lubido victorum fert). Εὐτυχῶς διὰ τὴν Ρώμην τῷ Κατιλίνα ἀντεστρατεύθη Κικέρων· δυστυχῶς διὰ τὴν ἡμετέραν Νῆσον ὁ αὐτῆς Κικέρων ἢ δὲν ἐγεννήθη ἢ ἐν σπαργάνοις ἔτι κλαυθυρίζει, εἰς τρόπον ὥστε οἱ βουλευταὶ τοῦ ἀγροῦ Κερκύρας, ἠδυνήθησαν τοῖς σχεδίοις αὐτῶν νὰ δώσωσιν ἀρχὴν ἐκτελέσεως καὶ ἤδη σπεύδουσιν εἰς τὴν συμπλήρωσιν τοῦ ἔργου.

Διὰ τοῦ PN. Νόμου οἱ ἰδιοκτῆται Κερκυραῖοι, οἵτινες τὸ πλεῖστον ἔχουσι διαπεπιστευμένην τὴν ἀγροτικὴν περιουσίαν αὐτῶν εἰς χεῖρας χωρικῶν καλουμένων ἀγροληπτῶν ἢ ἐμφυτευτῶν, ἐστερήθησαν τῶν ἐγγυήσεων ἐκείνων δι' ὧν τῶς ὁ ἰδιονομότης ἐπροστάτευε τὸν κύριον τοῦ κτήματος ἀπέναντι

τοῦ κατόχου, οὐ μόνον ἐτέθησαν εἰς κατάστασιν νὰ μὴ δύνανται νὰ ἐπαληθεύσωσι νομοτύπως τὴν ὀφειλομένην αὐτοῖς παρὰ τοῦ ἐπιμόρτου γεωργοῦ μερίδα τοῦ προϊόντος, οὐ μόνον ἐμφοδίσθησαν κατὰ τὴν ἐνάσκησιν τῶν κυριαρχικῶν αὐτῶν δικαϊμάτων μὴ δύνασθαι νὰ ἐπαναλάβωσι τὸ δοθὲν εἰς ἐμφυτεύσιν ἢ ἀγροληψίαν κτῆμα, καίτοι τοῦ ἀγρολήπτου ἢ ἐμφυτευτοῦ μὴ ἐκπληροῦντος τὰς ὑποχρεώσεις του, καίτοι ἐγκαταλείποντος ἀκαλλιεργήτους καὶ ἀργὰς εἶτε ὡς ἐκ τῆς ὀκνηρίας του, εἶτε ὡς ἐκ τῆς ἀπορίας του καὶ ἀδυναμίας, τὰς βεβαρωμένας γαίας. Αὕτη ἡ ἀρχὴ ἐκτελέσεως.

Ἡ συμπλήρωσις τοῦ ἔργου ἐγκτετα εἰς τὴν διὰ τῶν ἐπινοηθέντων ἐπὶ τῶν δανείων σχεδίων παντελῆ καταστροφὴν τῆς δημοσίας πίστεως καὶ εἰς τὴν λύσιν ἣν αὐτοὶ πειρώνονται νὰ λάβῃ τὸ λεγόμενον ἀγροτικὸν ζήτημα.

§ 2.

Τὸ περὶ τοῦ ἀγροτικοῦ ἐν Κερκύρᾳ τῆς ἰδιοκτησίας συστήματος ζήτημα πρὸ πολλοῦ κείται ἐπὶ τῆς τραπέζης. Ἀπὸ τῆς ἡμετέρας μεταπολιτεύσεως πολλὰ ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου ἐγράφησαν πραγματεῖαι καὶ ἐνταῦθα καὶ ἐν Ἀθήναις ἡ ἐφημεριδογραφία μέχρι κόρου ἐπελάβετο αὐτοῦ· ἐν τῇ πρωτεύουσῃ καὶ ἐν Κερκύρᾳ ἐπιτροπαὶ ἀλλεπάλληλοι συνεστήθησαν, νομομαθῶν ἐπτανησίων τε καὶ τῆς λοιπῆς Ἑλλάδος ἐζήτηθη ἡ ἐμβριθὴς γνώμη, συμβούλια ἐγένοντο καὶ μυστικοσυμβούλια, τρεῖς ἐκ διχοδοχῆς Νομάρχαι ἐγραψάν ὑπομνήματα καὶ πολλὰ ἀλλεπάλληλα ὑπουργεῖα ἀνέγνωσαν καὶ ἠκροάσαντο.

Οἱ ἀντιπρόσωποι Κερκύρας μετέβαινον τὸ πρῶτον λοιπὸν εἰς Ἀθήνας ἐφωδιασμένοι μὲ δικόγραφον ἀνελλιπές καὶ πλήρες. Ἡ κοινὴ γνώμη εἶχεν ἐκφραστῆ πανδημῶς. Τὰ συμφέροντα τῶν ἰδιοκτητῶν Κερκυραίων ἐπὶ ξυροῦ ἀκμῆ ἔκειντο. Τί συνέβη;

Οὐδέν' ὄχι, χεῖρον τοῦ μηδενός. Ἡ Βουλὴ ἐξέδωκε τὸν ἀπὸ 20 Ἰανουαρίου 1866 PN. Νόμον ἐπενεγκοῦσα καιρίαν εἰς τὸ ἀπαραβίαστον τῆς ἰδιοκτησίας πληγὴν καὶ ἀνυπολόγιστον βλάβην εἰς ἀξιόλογον μερίδα τῶν Κερκυραίων πολιτῶν, ἀστῶν τε

ΙΑΚΩΒΑ ΠΡΩΤΟΥ

ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΑ ΠΕΡΙΟΔΙΚΑ ΠΡΩΤΗΣ ΣΥΝΟΔΟΥ, οἱ ἀδικηθέντες, ὡς οὐκ ἔχοντες ἰδιοκτητῆτα θερμοῦς ἐκτέτευσαν ὅπως τοῦλάχιστον κανο-

νισθῶσι διὰ Β. Δικτάγματος τὰ ἀφορῶντα τὴν ἐκτίμησιν τοῦ προΐ-
 όντος τῶν ἀγροληπτικῶν ἐλαίων, προβλέποντες ὅτι, καταργηθέν-
 τος τοῦ σχετικοῦ Ἰονικοῦ Νόμου καὶ μὴ ἀντικατασταθέντος ἄλλου
 εἰς αὐτὸ, ἤθελον στερηθῆ κατὰ τὴν ἐλαιοκαρπίαν τοῦ 1866 τῶν
 προσόδων των. Διωρίσθησαν καὶ αὖθις ἐπιτροπῆ, διακεκριμένοι
 δικηγόροι, κἀρχὴ τῆς ἀθηναϊκῆς Θεμίδος, ἐγνωμάτευσαν ὑπὲρ
 τῶν ταπεινῶς ἰκετευόντων, ἀλλὰ μάτην. Ἡ Κυβέρνησις ἐθεώ-
 ρησε τὸ αἰτούμενον Βασιλικὸν Διάταγμα ἀντισυνταγματικόν· ὁ
 γεωργὸς ἀποιεῖ ἐσφετερίσθη τὴν μερίδα καὶ τοῦ πενομένου ἰδι-
 οκτῆτου· ἡ θυσία τῆς ἰδιοκτησίας ἐτελέσθη ἐπὶ τοῦ βωμοῦ τοῦ
 Συντάγματος.

Ἐπλησίαζεν ἡ δευτέρα Σύνοδος καὶ ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς ἐ-
 παρχίας Κερκύρας κύρ. Κουρῆς ἐλθὼν εἰς συνδιάσκεψιν μετὰ
 τινων συμπολιτῶν του ἐξεφώνησε τάδε· «Τὸ ἀγροτικὸν ζήτημα
 » πρέπει νὰ λυθῆ. Ἐγὼ ἔχω μορφωμένην τὴν περὶ αὐτοῦ πεποι-
 » θησί μου· πλὴν καλὸν ἔστι νὰ συνεννοηθῆτε καὶ ὑμεῖς καὶ
 » περὶ αὐτοῦ νὰ ἐκφράσητε γνώμην, διότι ἡ εὐθὺνη τῶν ἀντι-
 » προσώπων ὑμῶν εἶναι μεγάλη καὶ ἐπιθυμοῦσιν ὀλίγον τι νὰ
 » ἐλαφρύνητε τὸ βάρος τὰ τεθὲν ἐπὶ τῶν ὄμων των. Σκερθητῆ
 » ὅμως ὅτι ἄνευ συγκαταβάσεως οὐδὲν ἐπιτυχάνετε.

Ταῦτα ἐφθέγγετο ὁ κύριος Κουρῆς.

Δὲν προτιθέμεθα νὰ σχολιάσωμεν τοὺς λόγους του. Ὁ κυρ.
 Κουρῆς εἰσκηκούσθη. Μία τριακοντὰς ἢ πεντηκοντὰς ἰδιοκτητῶν
 ἐξελέξατο καὶ πάλιν Ἐπιτροπὴν εἰδημόνων ἧτις τοῖς ἑκατὸν
 προσέθηκε καὶ ἕτερον σχέδιον Νόμου οὕτινος ἀντίγραφα παρε-
 δόθησαν τοῖς ἡμετέροις ἀντιπροσώποις.

Ἡ Β'. τῆς Βουλῆς Σύνοδος ἄρχεται. Ὁ κυρ. Κουρῆς ἀπέρχε-
 ται εἰς τὴν πρωτεύουσαν· ὁ κύρ. Μακροῦρᾶς παρκατεῖται· ὁ κύρ.
 Παδοῦρᾶς διστάζει, ἀλλ' ἐπὶ τέλους μεταβαίνει καὶ αὐτὸς εἰς
 Ἀθήνας, μετὰ δὲ ὀλιγοήμερον αὐτόθι διαμονὴν ἐπανακάμπτει
 εἰς Κέρκυραν, προπορευομένων ὅμως αὐτοῦ δύο λιβέλλων, φερόν-
 των τὴν ὑπογραφὴν τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ ἀγροῦ Κερκύρας, ἔνθα
 οἱ ἰδιοκτῆται Κερκυραῖοι χαρακτηρίζονται ὡς λησταί, ἀνα-
 φανθὸν καὶ ἀυστόλως προκαλοῦνται οἱ πολῖται εἰς τὸν ἐμφύ-
 λιον πόλεμον καὶ δημοσίως κηρύσσονται αἱ ἀνατροπικαὶ τῶν
 βάσεων πάσης πολιτισμένης κοινωνίας δοξασταί.

Ἐν τοῖς λιβέλλοις τούτοις, οἵτινες ἀπορῶμεν πῶς δὲν ἐπέτα-
 ρον τὴν προσοχὴν τοῦ δημοδοῦ Εἰσαγγελέως, ἐλάγετο ὅτι οἱ ὑ-

πογράψαντες εἶχον συνεννοηθῆ μετὰ τοῦ βουλευτοῦ κ. Παδοῦρᾶ
 ἐπανερχομένου εἰς Κέρκυραν ἵνα γνωστοποιήσῃ τὰς προτάσεις
 των.

Δύο ἢ τρεῖς ἡμέρας μετὰ τὴν ἀφίξιν τοῦ κ. Παδοῦρᾶ ἐδημο-
 σιεύθησαν ἐνταῦθα διὰ τοῦ τύπου τέσσαρα Νομοσχέδια, μὲ ση-
 μείωσιν παρὰ πόδας αὐτῶν δι' ἧς ἐδήλοῦτο ὅτι τὰ μὲν τρία
 πρῶτα ἦσαν ἔργον μιᾶς ἐκ τῶν πολλῶν ἐν Ἀθήναις ἐπὶ τοῦ
 προκειμένου ἀλλεπαλλήλως συσταθεισῶν Κυβερνητικῶν ἐπιτρο-
 πῶν, ὅτι τὸ τελευταῖον ὑπὸ τὴν ἐπιγραφὴν «Πρότασις Νόμου»
 εἶχε συνταχθῆ παρὰ τῶν βουλευτῶν (·) Κερκύρας, καὶ ὅτι τὸ
 περὶ δανείων νομοσχέδιον ἔκειτο ὑπὸ διάσκεψιν.

Τῆς ἐξελέγξεως τῶν νομοσχεδίων τούτων ἐπελήφθη ἡ δημο-
 σιογραφία· οἱ δὲ ἀνώνυμοι συντάκται τοῦ ἐκδοθέντος φυλλαδίου
 ὑπὸ τὴν ἐπιγραφὴν «Παρατηρήσεις ἐπὶ τῶν ἄρτι δημοσιευθέντων
 νομοσχεδίων κτλ» ἐπέρανον τὸν λόγον ὡς ἔπειτα·

«Τὰς παρατηρήσεις ἡμῶν δημοσιεύομεν ἐπὶ τῇ πεποιθήσει
 » ὅτι ἡ Κυβέρνησις θέλει ἐπιστεύσει τὴν ὀριστικὴν σύνταξιν τῶν
 » νομοσχεδίων κατὰ τὰς ἀνάγκας τῆς κοινωνίας μας, καὶ θέλει
 » εἰσαγάγει αὐτὰ ὅσον τάχιστα εἰς τὴν Βουλὴν ὅπως μετριάσθῃ-
 » σι τὰ δεινὰ ἄτινα ἐπῆνεγκον εἰς τὴν κοινωνίαν ταύτην αἱ ἐξ-
 » αιρετικαὶ διατάξεις τοῦ περὶ ἀφομοιώσεως Νόμου δι' ὧν κιν-
 » δυνεύει νὰ καταστραφῆ ἡ ἐν Κερκύρᾳ ἰδιοκτησία καὶ ἐξουσιο-
 » δοτεῖται ἡ ἀρπαγή.

» Ἡ Βουλὴ θέλει ἀναγνωρίσει τὸ δίκαιον καὶ τὸ καθῆκον ὁ
 » ἔχει ἀπέναρτι τοῦ ἔθνους τοῦ νὰ διατηρῆ παντὶ σθένει ἄθι-
 » κτον καὶ ἀπραξίαστον τὴν ἰδιοκτησίαν.

» Οἱ ἰδιοκτῆται Κερκυραῖοι ἐδειξαν πάντοτε πνεῦμα συνδια-
 » λαγῆς καὶ γενναιότητος πρὸς τὴν γεωργικὴν τάξιν· πάσα
 » δὲ περαιτέρω ἀποστέρησις τῶν ἱερῶν δικαιωμάτων των εἶναι
 » αὐτόχρημα ἀδικία.»

Οὕτω πῶς ἐξεφράζετο ἡ κοινὴ γνώμη.

§ 3.

Ἡ ἐπὶ τοῦ πολυκρότου ζητήματος συζήτησις ἐξῆς θυρῶν τῆς
 ἸΑΚΩΒΟΥ ΕΠΙΔΕΙΞΕΤΟ ἐξηνητημένη. Ἡ ἐπίλοιπις περιεμένετο ἀνυπο-
 ΔΗΜΟΣΙΑ ΠΡΟΤΡΟΦΗΝ ΚΑΙ ΠΡΟΤΡΟΦΗΝ τούτοις ἡ Κυβέρνησις εἰς τὰς παρακονὰς
 ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΔΗΜΟΚΡΕΤΟΥ τῆς Β'. Συνόδου, τί πράττει; Ἐκλέγει ἕτερον Ἐπι-

τροπήν προεδρευομένην ὑπὸ τοῦ κ. Α. Κουμουνοῦρου ἥτις συνέταξε «Νομοσχέδιον περὶ βαθμιαίας ἐκκαθαρίσεως τῶν κτηματικῶν καὶ ὑποθηκικῶν σχέσεων τῆς ἰδιοκτησίας Κερκύρας.»

Τὸ Νομοσχέδιον τοῦτο, ὅπερ ὑπεγράφη καὶ ὑπὸ τοῦ ἀντιπροσώπου τῆς ἐπαρχίας Κερκύρας κ. Σ. Κουρῆ, τοσοῦτον βραδέως ὑπεβλήθη εἰς τὴν διάσκεψιν τῆς Βουλῆς ὥστε μολὶς ἡ δευτέρα αὐτοῦ ἐγένετο ἀνάγνωσις καὶ ἐκηρύχθη ἡ λήξις τῆς Β'. Συνόδου.

Ἡμετέρος σκοπὸς δὲν εἶναι νὰ ἀναλύσωμεν τὰ 79 ἄρθρα τοῦ προταθέντος νόμου καὶ νὰ καταδείξωμεν πῶς ἐν αὐτῷ διαφαίνεται ἡ πρὸς ἐκμηδένισιν τοῦ ἱεροῦ δικαιώματος τῆς ἰδιοκτησίας τάσις. Τὴν ἐξέτασιν ταύτην δὲν προτιθέμεθα πρὸς τὸ παρόν μόνον ἔχομεν καὶ καθήκον καὶ δικαίωμα νὰ ἐξερευνησωμεν τὴν αἰτίαν ἕνεκα τῆς ὁποίας οὐδεμία ἐλήφθη πρόνοια περὶ τῶν σπουδαίων, τῶν ζωτικῶν συμφερόντων τῆς ἀτυχοῦς ταύτης Νήσου.

«Ἡ αἰτία, «μὰς λέγουσινεὶς,» ἀποδοτέα εἰς ὑμᾶς αὐτοὺς. Ἡ αἰτία; Εἶναι αἱ ὑμετέρας διχόνοιαι, ἡ διαφωνία τῶν ὑμετέρων «ἀντιπροσώπων».

Αἱ διχόνοιαι, αἱ διαφωνίαι εἶναι ἀναντιρρήτα γεγονότα, ὡς ἀναντιρρήτον εἶναι ὅτι ὑπάρχουσιν ἐνταῦθα ἄνθρωποι οἵτινες, καίτοι ἔχοντες τὸν ἐθνισμόν εἰς τὰ χεῖλη, λάθρα προσπαθοῦσι νὰ σπρώξωσι τὸν λαὸν εἰς τὴν ἐσχάτην ἀπελπισίαν ἵνα ἐπιτύχωσιν ὅσα ὁ νοσῶν αὐτῶν ἐγκέφαλος ονειρεύεται, ἐπὶ τῷ τέλει δὲ τοῦτω ἐργάζονται ἀδιακόπως ἵνα ἀποσθῆσωσι πᾶν μέτρον συνετὸν δυνάμενον νὰ ἐπαναφέρῃ τὴν τάξιν, τὴν εἰρήνην καὶ τὴν ἡσυχίαν εἰς τὸν τόπον.

Τὰ γεγονότα εἶναι ἀναμφίλεκτα ἀλλὰ ποῖον τὸ καθήκον Κυβερνήσεως, ἀξίας τοῦ ὀνόματος τοῦτου, ἀπέναντι αὐτῶν; Ὄφείλει διασταυροῦσα τοὺς βραχίονας αὐτῆς, νὰ παρατηρῇ μετ' ἀδιαφορίας τὴν πάλιν ἢν πεισματώδη καὶ αἰματηρὰν ποιοῦσιν ἡ ἐμπάθεια καὶ τὰ ἀρχαῖα μίσση; Ὄφείλει νὰ παραδώσῃ τοὺς πολίτας εἰς τοὺς φατριάζοντας ὡς ὁ Ῥωμαῖος Πόντιος Πιλάτος παρέδωκε τὸν Δίκαιον τοῖς φανατικοῖς Ἰουδαίοις, νίπτουσα τὰς χεῖρας αὐτῆς;

Ὀχι. Ἄλλη εἶναι ἡ ἀποστολή της. Ἀναπηρέαστος καὶ ἀμερόληπτος, καθήκον ἔχει πηδαλιουχοῦσα τὸ σκάφος τῆς πολιτείας νὰ ἀτενίσῃ, ὡς εἰς πολικὴν ἀστέρα, εἰς τὸ κοινὸν τῶν κυβερνωμένων συμφέρον ὃ αὐτῇ πρώτῃ πρέπει νὰ προστατεύῃ ἐν τῇ

Βουλῇ ὑποβάλλουσα καὶ ὑποσπρίζουσα τὰ κατάλληλα νομοσχέδια.

Τί ἐκόλυε τὴν Κυβέρνησιν νὰ προτείνῃ ἐγκαίρως τὰ ἐνδιαφέροντα τὴν Κέρκυραν νομοσχέδια εἰς Βουλὴν ἢς ἡ πλειοψηφία τῇ ἀνήκει; Οὐδέν.

Τί ἐκόλυε τὴν Κυβέρνησιν, ἂν δὲν ἐθεώρει εἰσέτι ὠριμασθὲν τὸ ἀνοικεῖως ὀνομασθὲν ἀγροτικὸν ζήτημα, νὰ ἀνακαλέσῃ τοῦλάχιστον ἐν ἰσχύϊ τὰς περὶ ἐπανελεύσεως διατάξεις ὧν ἡ διὰ τοῦ ΠΝ' Νόμου ἀναστολὴ ἐν Ἐπτανήσῳ ποιεῖ ἀδικαιολόγητον διαστολὴν μεταξὺ τῶν παλαιῶν καὶ νέων ἐπαρχιῶν καὶ καθιεροῖ ἀνήκουστον ἀδικίαν; Οὐδέν.

Τί ἐκόλυε τὴν Κυβέρνησιν ἢ νὰ προτείνῃ Νόμον τῇ Βουλῇ κανονίζοντα τὰ ἀφορῶντα τὴν ἐκτίμησιν τοῦ προϊόντος τῶν ἐν Κερκύρᾳ ἀγροληπτικῶν ἐλαιῶν ἵνα μὴ καὶ ἐφέτος στερηθῶσιν οἱ ἀγροδοταὶ τῆς προσόδου των, ἢ καὶ ἐγκαίρως νὰ ζητήσῃ τὴν προσήκουσαν ἐξουσιοδότησιν πρὸς ἔκδοσιν σχετικοῦ Β. Διατάγματος; Οὐδέν.

Ἡ ἱκανοποίησις τῶν δικαίων ἡμῶν παραπόνων πιθανῶς δὲν συνεβιάζετο μετὰ τοὺς πολιτικούς συνδυασμοὺς τῆς τωρινῆς Κυβερνήσεως. Ἴδου διατὶ ἐσφαγιάσθη ἡ Κέρκυρα καὶ μετὰ τὴν καταπάτησιν τῶν δικαιωμάτων τῆς Κερκύρας, εὐρούσης εἰς τὴν ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν οὐχὶ φιλόστοργον μητέρα ἀλλ' ἄστοργον μητρειάν, διεκυβεύθη καὶ τὸ συμφέρον αὐτοῦ τοῦ ἔθνους.

Ἐδείχθημεν γενναῖοι καὶ ἔτοιμοι νὰ παραχωρήσωμεν μέρος καὶ αὐτῶν τῶν ἀναφαιρέτων δικαιωμάτων ἡμῶν ὑπὲρ τῶν γεωργῶν μας. Μάτην, τὰ πάντα ἐπὶ ματαίῳ.

Ἐξυβρίσθημεν, προὔπηλακίσθημεν, ὃ τῶν ἀγροτῶν συρφετὸς παρεκινήθη διὰ λιβέλλων τυπωθέντων εἰς Ἀθήνας νὰ ἐξεγερθῇ καθ' ἡμῶν καὶ ἡ Κυβέρνησις ἐκάγχασε καὶ ἔμεινεν ἄπρακτος.

Καιρὸς ἤδη νὰ μὴ παρέλθωμεν ἐν σιωπῇ τὸ διαπραττόμενον ἔγκλημα· καιρὸς νὰ ἀποκαλύψωμεν τὰς πληγὰς ἡμῶν καιρὸς νὰ ὑψώσωμεν ἔντονον φωνὴν διαμαρτυρήσεως κατὰ τῆς πειζούσης ἡμᾶς τυραννίας.

Ἡ Κέρκυρα ἀνάξια πάσχει· τὰ δὲ δεινοπαθήματα αὐτῆς χρεωστῆ εἰς τὴν ἀπερισκεψίαν καὶ τὴν ἀπρονοησίαν τῶν κυβερ-

ΙΑΚΩΒΑΓΓΕΛΙΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΛΕΞΟΥΡΙΟΥ

8.η Μαΐου 1867.

Τὰ παθήματα τῆς Κερκύρας.

ἌΡΘΡΟΝ Β'.

From mighty wrongs to petty perfidy
Have I not seen what human things could do?

BYRON.

Ὁ κ. Σ. Κόμνος ἰδημοσίευσε διὰ τοῦ ὑπὸ χρονίαν 21 Ἀπρι-
λίου ἰ. ἔ. φύλλου τῆς *Παλιγγεσεσίας* ἄρθρον ἐπιγραφόμενον
«τὰ προοίμια τῆς ὀφειλομένης ἀπαντήσεως εἰς τὰς πνευματικὰς
ἐκδρομὰς τοῦ κυρίου Λαυάρδου καὶ εἰς τὰς κατὰ τῆς Ἑλληνικῆς
κυβερνήσεως μομφὰς τῶν πολιτικῶν ἀνδρῶν τῆς Ἀγγλίας.» Τὸ
ἄρθρον τοῦτο μετετυπώθη γαλλιστὶ εἰς τὴν *Ἑλπίδα*.

Ἡμεῖς δὲν προτιθέμεθα οὔτε τὰς πνευματικὰς ἐκδρομὰς τοῦ
κ. Λαυάρδου νὰ ἐπικροτήσωμεν, οὔτε νὰ ἀναιρέσωμεν ἐν γένει
τὰ λάθη εἰς ἃ δυστυχῶς περιέπεσεν ἐν Ἑπτανήσῳ ἡ Προστασία·
ἀλλὰ δὲν δυνάμεθα νὰ παρέλθωμεν ἐν σιωπῇ πεπλανημένας τι-
νὰς δοξασίας, ἃς ἐμπεριέχει τὸ ἄρθρον τοῦ σοφοῦ καθηγητοῦ
τῆς Φιλοσοφίας.

Κατὰ τὸν ἀρθρογράφον ἡ Ἀγγλία παρέδωκε τοῖς Ἕλλησι
μετὰ τῶν Νήσων μεσαιωνικοὺς θεσμοὺς καὶ ἐπέτρεψε πρὸς
τοὺς ἄλλοις πᾶσι ἐν πλήρει ἰσ. αἰῶρι τὴν ὑπὸ τῶν τιμα-
ριωτῶν τοῦ μεσαιῶρος πίεσιν τῆς ἐξοχῆς. Οἱ κάτοικοι τῆς ἐ-
ξοχῆς, οὗς οἱ ἀριστοκράται ἐτι καὶ σήμερον ὀνομάζουσι βιλ-
λάρους, ἦτοι ἀγερεῖς (sic), ἦσαν ὡς οἱ δοῦλοι τοῦ μεσαιῶρος
προσηρητημένοι εἰς τὴν γῆν. Δὲν εἶχον ἰδιοκτησίαν, δὲν ἐλάμ-
βαρον οὐδεμίαν ἐκπαίδευσιν καὶ τὰ πολιτικὰ τῶν δικαιώμα-
τὰ ἦσαν σχεδὸν ἴσα τῷ μηδερὶ.

Ὁ κ. Κόμνος εἶναι ἰόνιος ἀλλ' ἐκ τῶν ἰονίων ἐκείνων οἵτινες
παιδιόθεν διέτριψαν μακρὰν τῆς Ἑπτανήσου καὶ ὡς ἐκ τούτου, καθὰ
γίνεται δηλὸν ἐκ τῶν ἀνωτέρω, συμμερίζεται ὡς πρὸς ταύτην
τὰς προλήψεις τῶν νέων συμπολιτῶν μας τῶν παλαιῶν ἐπαρ-
χιῶν. Εἰς ἡμᾶς ἐλέγχοντας τῷ 1865 τὰ παροράματά του εἰλι-
κρινέστερος ὁ Κ. Κουμουνοδούρος ἔλεγε· «τί θέλετε ; ἡ Ἑπτανήσος
δι' ἐμὲ εἶναι Κίνα.» Εἰς ἐκ τῶν πρώτων πολιτικῶν ἀνδρῶν τῆς
Ἑλλάδος ὁμολόγησεν ὅτι ἐγνώριζε τόσον τὴν κοινωνικὴν κατά-
στασιν τῆς ἁπλῆς προσταθῆσεως τῷ Βασιλείῳ ὡς ἐκυβέρνα χώρας
ὅσον τὴν Οὐράγιον Αὐτοκρατορίαν, μεθ' ἧς νομίζομεν ὅτι δὲν ὑ-
τυχῆσαμεν εἰσεῖν· νὰ συνάψωμεν σχέσεις ὥστε δὲν δυνάμεθα



ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΝ
ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΠΡΟΣΤΑΘΕΙΣ
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΑΘΗΝΩΝ

νά κολακευθῶμεν ὅτι πολῖται ὑποδεστέρας τάξεως ἢ ἄλλο ἔχοντες μέλημα ἢ τὴν πολιτικὴν, πολὺ δὲ ἦσαν ἄνδρες ἐγκύπτοντες εἰς φιλοσοφικὰς μελέτας ἔλαβον τὴν εὐκαιρίαν νὰ διαγνώσῃσι τὴν ἐσωτερικὴν τῆς Ἑπτανήσου κατάστασιν.

Πάνθ' ἐξ χωρικοὶ, ἄνθρωποι τοιοῦτοι οἷους ἔπρεπε νὰ ἐξερεύξῃ ἡ κάλπῃ ἐν τῇ ἰσότητι τῆς ἐξοχῆς συρφετὸς κατέθετε τὴν ψήφον τοῦ, πορευθέντες εἰς Ἀθήνας εἶπον ὅτι ἐν Κερκύρᾳ ἐκ πλήρει *Ιθ' αἰῶνι* ὑπῆρχον εἰσὶ τιμάρια ὅτι οἱ χωρικοὶ ἦσαν δουλοπάροικοι, χθονὸς ἐξάρτημα καὶ εὐθὺς οἱ ἀγαθοὶ νέοι συμπολίται ἡμῶν ἔκραυγασαν «ἔρον, ἔρον, σταύρωσον» Τί; πῶς; «Οἱ Ἑπτανήσιοι ἔχουν μεσαιωνικοὺς θεσμούς.» Ἄλλ' εἶναι δυνατόν! «Αὐτὰς ἔφα' τούτέστιν ὁ Κωτζάντζας, τούτέστιν ὁ Παγκράτης, τούτέστιν ὁ Ρωμαῖος.»

Ἐκ πρώτης οὖν ἀφετηρίας μετὰ τὴν μεταπολίτευσίν μας ἐρέθημεν οἱ Ἑπτανήσιοι ἀπέναντι τῆς λοιπῆς Ἑλλάδος ὡς κατηγορούμενοι ἀπέναντι δικαστῶν καταδικαζόντων πρὶν ἢ ἐξετάσῃσι τὰ πειστήρια τῆς δίκης ἔγγραφα καὶ ἀκούσῃσι τοὺς μάρτυρας καὶ τὴν ἀπολογίαν. Καὶ ἡ ἀπολογία καὶ οἱ μάρτυρες καὶ τὰ πειστήρια ἔγγραφα δὲν ἔλειψαν. Ἀρκεῖ νὰ ὑπεθυμίσωμεν τὴν ἀξιόλογον πραγματείαν τοῦ δικηγόρου κ. I. A. Τυπάλδου τυπωθεῖσαν ἐν Ἀθήναις τῷ 1864, καταχωρηθεῖσαν τὸ πρῶτον εἰς τὴν *Ἐλπίδα* καὶ ἐπιγραφομένην «ἡ φεουδοκρατία καὶ ἡ γεωργία κατὰ τὰς Ἰονίους Νήσους» ἐνθα ὁ νομομαθὴς οὗτος ἀνὴρ ἐναργέστατα ἀποδεικνύει ὅτι τὰ παρ' ἡμῖν φέροντα οὐδὲν εἶχον κοινὸν εἰμὴ τὸ ὄνομα μὲ τὰ ἐν Εὐρώπῃ γεννηθέντα ἐν τῷ μέσῳ αἰῶνι καὶ εὐχερῶς, ἂν ἀνεγινώσκετο, ἠδύνατα νὰ διασκεδάσῃ τοὺς φόβους οὓς φαίνεται ἐνεποίησε τὸ τιμαριωτικὸν μορμολύκειον τὸ δωρᾶν κατατράξεν τοὺς φιλελευθέρους Ἕλληνας.

«Τὰ Κερκυραϊκὰ τιμάρια» ἔγραφε τότε ἕτερος νομοίστωρ ἰλιαν ἐγκρατὴς τῶν Ἰονικῶν θεσμῶν (1) «ἀπὸ τῆς πρώτης ἐγκαθιδρύσεως τῶν ἐπὶ τῶν Ἀδελφαιῶν καὶ τῶν Ἐνετῶν κατ' οὐδὲν ἦσαν παρεμφερῆ μὲ τὰ ἐν τῇ Δύσει καθιδρυθέντα... οἱ Βαρῶνοι Κερκυραῖοι δὲν εἶχον δουλοπαροίκους... δὲν εἶχον ὑποχείριους τοὺς χωρικοὺς δυναμένους ὡς ἐπιτοπολὺ ἐλευθέρως νὰ ἐγ-

(1) Esposizione delle condizioni giuridiche della Proprietà Fondiaria nell' Isola di Corfù con documenti e Note per Girolamo Santorio, Corfù. 1864.

καταλείψῃσι τοῦ τιμαρίου τὰ χρώματα... ἐν γένει δὲν εἶχον δικαιοδοσίαν ἀστυκὴν, ποινικὴν καὶ μικτὴν... οὐδὲ ἀπήλαυον τοὺς σμῆνους τῶν πραγματικῶν ἐκείνων δικαιωμάτων ἕτινα ἀνήκον εἰς τοὺς τιμαριώτας τῆς Δύσεως... Εἰς πλησιέστεραν εἰς ἡμᾶς ἐποχὴν οἱ Βαρῶνοι ἄλλο δικαίωμα δὲν ἐχάρινον εἰμὴ τὸ νὰ εἰσπράττωσι τὰς συμπεφωνημένας ἀγροληπτικὰς ἢ ἐνδοφορομικὰς παροχάς... ἐνεῖχον δὲ νὰ συνεισφέρῃσι φόρον ἐτήσιον εἰς τὸ δημόσιον ταμεῖον πρὸς ἀναγνώρισιν τῆς ἀπ' ἀρχῆς γενομένης εἰς αὐτοὺς παραχωρήσεως τῶν ἀδεσπῶτων γαιῶν παρὰ τοῦ Κράτους καὶ νὰ ἐμίσῃσι τὸν τῆς πίστεως ὄρκον... Αὕτη ὡς ἔγγιστα ἦτο ἡ τῶν κερκυραϊκῶν τιμαριῶν κατάστασις ἕως τοῦ ἐτος 1825 ὅτε διὰ τοῦ *ΑΣΤ. Νόμου τῆς Β'. Βουλῆς* (41 Μαΐου 1825) ὁ ἰόριος νομοθέτης καθήρησεν αὐτὰ.

Ταῦτα καὶ τὰ τοιαῦτα ἔγραφον οἱ ἡμέτεροι νομομαθεῖς πλὴν μάλιστα. Ἡ Β'. τῶν Ἑλλήνων Ἐθνοσυνέλευσις ἐγένετο καταγέλαστος καταργήσασα τὰ ἐν Ἑπτανήσῳ ἀθῶα καὶ ἀκακὰ τιμάρια τὰ ὅποια εἶχον καταργηθῆ πρὸ τριάκοντα ἐτῶν ὁ δὲ κ. Κόμνος ὅστις εἰς τὰς παρανομίας τῆς Ἐνώσεως ἐπροφήτευσεν τὰ μέλλοντα—καίτοι τὴν προφητείαν αὐτοῦ δὲν ἐδημοσίευσεν εἰμὴ μετὰ τὰ τετελεσμένα γεγονότα—ὁ Κ. Κόμνος ὠνειροπόλει ἐν Ἑπτανήσῳ *βιλλάνους*, οὓς ἐν τῇ σοφίᾳ αὐτοῦ μεθερμηνεύει *ἀγκεῖς*, ὄντας ὡς τοὺς δούλους τοῦ μεσαιωνοῦ προσηρητημένους εἰς τὴν γῆν.

Κατὰ τὸν Κ. Κόμνον οἱ *βιλλάνοι* δὲν εἶχον ἰδιοκτησίαν οὐδεμίαν ἐλάμβανον ἐκπαίδευσιν καὶ τὰ πολιτικὰ τῶν δικαιωμάτων ἦσαν μηδέν. Ἄλλ' ἂν ὁ λόγιος οὗτος ἀνὴρ κατεδέχετο νὰ λάβῃ ἀκριβεστέρας πληροφορίας περὶ τῶν ἐνταῦθα πραγμάτων ἤθελε γνωρίσει ὅτι τὰ τέσσαρα πέμπτα τῶν ἐν Κερκύρᾳ (διότι περὶ Κερκύρας ἰδίως ἀσχολούμεθα) ἀγροτικῶν κτημάτων εἶναι ἀγροληπτικά, τούτέστι κτήματα τὰ ὅποια οἱ ἰδιοκτῆται μετεδίβαζον τοῖς γεωργοῖς πρὸς καλλιέργειαν παραχωροῦντες αὐτοῖς δικαίωμα συνιδιοκτησίας ὅτι ὁ γεωργὸς ἀπακαθίστατο ὁ σέμπρος, ὁ *συνέταιρος* τοῦ ἰδιοκτῆτου ὅτι πλείστοι τῶν γεωργῶν τούτων πλουτήσαντες κατέστησαν ἀπόλυτοι κύριοι τῶν γαιῶν καὶ αὐτοὶ ὑπῆρχαν ἢ μάλιστα τῶν συγχωρικῶν τῶν ὅτι διὰ τῶν τοκογλυφικῶν μετ' αὐτῶν συναλλαγῶν, αὐτοὶ οἱ καταπιέσαντες τὴν ἐξοχὴν καὶ οὐχὶ οἱ ἄρχον-

τες τῆς πόλεως, οἱ τιμαριῶται τοῦ μεσαιῶνος· ὅτι δημοτικά σχολεῖα ὑπῆρχον εἰς τὴν ἐξοχὴν καὶ ἡ πόλις τοσοῦτω γενναία ἀνεδείχθη διὰ τοὺς υἱοὺς τῶν χωρικῶν ὥστε παρεβιάσθη ἡ Διαθήκη τῆς κερκυραίας Ἑλένης Μοτζενίγου, τῆς εὐεργέτιδος αὐτῆς τῆς πόλεως ἡμῶν, καὶ ἀπεστάλησαν δι' ἐξόδων τοῦ πλοῦσιου κληροδοτήματος αὐτῆς πρὸς ἐκπαιδεύειν εἰς τὰ εὐρωπαϊκὰ γυμνάσια καὶ πανεπιστήμια ἔτι τὰ τέκνα τῶν *βιλλάνων*, ἐνῶ ἡ ἐν μακαρία τῇ λήξει συμπολίτις ἡμῶν μίαν μόνην τάξιν πτωχῶν ἀστῶν ἠνίοει νὰ εὐεργετήσῃ· ὅτι οὐ μόνον τὰ πολιτικά δικαιώματα τῶν χωρικῶν δὲν ἦσαν *μηδὲν* ἀλλ' ὅτι ἠδύναντο νὰ ἦναι ἐκλογεῖς καὶ ἐκλόγιμοι ἔχοντες ἥσσανα ἰδιοκτησίαν τῶν ἀστῶν—καὶ βουλευταὶ, εἰσχυγελεῖς, δικασταὶ, ἑπαρχοὶ κτλ. ὑπῆρξαν παῖδες *βιλλάνων*.

Ἄν δὲ ἠπορήσαμεν ἀκούοντες ὅτι πρὸ τῆς ἐνώσεως ἡ ἑπτάνησος ἦτο Κίνα διὰ τοὺς βασιλευμένους Ἕλληνας, ἡ ἀπορία ἡμῶν αὐξάνει βλέποντες ὅτι ἐξακολουθεῖ νὰ ἦναι Κίνα μετὰ τὴν ἔνωσιν καὶ τὴν ἀφομοίωσιν καὶ ἀφοῦ διακεκριμένοι Νομάρχαι τὰς παλαιὰς ἀνήκοντες ἑπαρχίας διωρίσθησαν ἐνταῦθα, καὶ δικασταὶ λαβόντες γνῶσιν τῆς νομοθεσίας ἡμῶν, δικασταὶ νοήμονες, συγκεκροτημένοι μὲ παιδείαν καὶ ἀνώτεροι παντὸς ἐπαίσιου ὅποιος σὺν τοῖς ἄλλοις εἶναι ὁ ἐν Κερκύρα Πρόεδρος τῶν Ἐρετῶν Κ. Ἀπόστολος Ἀθανασιάδης καὶ ὁ ἀγαθὸς ἡμῶν Πρόεδρος τῶν Πρωτοδικῶν Κ. Δημοσθένης Τσιβανόπουλος, οἵτινες ἤδη ἐπληροφόρηθησαν περὶ τῶν ἐνταῦθα διατρεχόντων καὶ ἰδίως ἀσχοληθέντες περὶ τὸ ἐν Κερκύρα σύστημα τῆς ἀγροτικῆς ἰδιοκτησίας συνετὰς καὶ ἐλλόγους ὑπέβχλον παρατηρήσεις τῇ Κυβερνήσει.

Ἄλλ' ἔστω· ἐξῆν καὶ ἐξεσι τῷ Κυρίῳ Κόμῳ ἀγνοεῖν τὴν κοινωνικὴν ἡμῶν κατάστασιν. Δὲν ἐπιτρέπεται ὅμως εἰς ἄνδρα πεπαιδευμένον ὅποιος εἶναι αὐτὸς νὰ ἀγνοῇ τὴν ἱστορίαν τοῦ ἔθνους του καὶ, μὰ τὸ ναί, ἡ ἱστορία τῆς ἑπτανήσου ἔτι ὑπὸ ξένην κυριαρχίαν διατελούσης ἀνήκει εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔθνος ὡν τρόπον καὶ ἡ ἱστορία τῆς Ἑλλάδος ἔτι καθ' ἂν ἐποχὴν διετέλει ὑπὸ τὸ σκῆπτρον τῶν Ῥωμαίων Ἀυτοκρατόρων, ὑπὸ τὴν ἡγεμονίαν τῶν φράγκων Δυναστῶν ἢ τὴν τυραννίαν τῶν Σουλτάνων.

Ἐν τούτοις ὁ κ. Κόμνος φαίνεται ἀγνοεῖν τὴν ἱστορίαν τῆς ἑπτανήσου ὁμιλῶν μετὰ τοσαύτης περιφρονησεως περὶ τῶν εὐπατριδῶν αὐτῆς *φερόντων* κατὰ μέγα μέρος ὀνόματα *ιταλικά*.

Ἄν ἐγίνωσκεν αὐτὴν ἔπρεπε νὰ μὴ ἀγνοῇ ὅτι οἱ εὐπατριδαὶ οὗτοι εἶχον ἀποκτήσει τὴν εὐγένειαν αὐτῶν θυσιάσαντες τὰ ὑπάρχοντά των ἵνα ἐξοπλίσωσι πλοῖα πρὸς πόλεμον κατὰ τῶν βαρβάρων ἐκείνων οἵτινες ὑπῆρξαν οἱ πολέμιοι τοῦ Ἑλληνικοῦ ὀνόματος· ὅτι τὸν στόλον τῶν Ἐνετῶν ἠκολούθησαν καὶ ἠνδραγάθους τῷ 1571 ἐν τῷ κόλπῳ τῆς Ναυπάκτου· ὅτι κατὰ τὰ εἰκοσιπέντε ἔτη διαρκούντων τῶν ὁποίων ἡ Βενετία ἡμύνετο τὴν Κρήτην κατὰ τῶν εἰσβαλόντων τῷ 12' αἰῶνι Ὀθωμανῶν καὶ ἐπὶ τέλος ἐκπορθησάντων αὐτὴν, οἱ περιφρονούμενοι οὗτοι πατρίκιοι ἐμάχοντο εἰς τὰ πλευρὰ Φραγκίσκου τοῦ Μαυροκηνου· ὅτι ἰδίως ἀναλώμασι ἀνήγειρον προμαχῶνας ἐν Κερκύρα καὶ ἐντεῦθεν ἐξορμῶντες ἐξέβησαν τὰ στήθη αὐτῶν καὶ ἐν τῇ περιφήμῳ ὑπὸ τῶν Τούρκων πολιορκεῖα τῷ 1716 καὶ προγενέστερον καὶ ἔπειτα καὶ πάντοτε.

Περὶ τούτων ἀπάντων φυλάττομεν πειστήρια ἔγγραφα, Κύριε Κόμνε, ἐν τοῖς χαρτοφυλακίοις ἡμῶν, ἔχουμεν ἱστορικά μνημεῖα ἔτι σωζόμενα.

Οἱ πατρίκιοι τῆς Κερκύρας οἱ *ἐντελῶς ἄμοιροι φῶτων* καὶ *ικανότητος* ἦσαν οἱ Μουσοξῦδαί, οἱ Βλασόπουλοι, οἱ Τριβῶλαι, οἱ Χαλικιόπουλοι, οἱ Θεοτόκαι, οἱ Ροδόσταμοι. Δὲν σᾶς φαίνονται Ἑλληνικῆς καταγωγῆς τὰ ὀνόματ' αὐτὰ; ἔστω· τινὲς ἐξ αὐτῶν φέρουσιν ἰταλικά ὀνόματα. Ἄλλ' ἢ μεθ' Ἑλλήνων ἐπιμιξία, ἢ θρησκεία, τὸ φρόνημα, τὸ αἶσθημα δὲν κατέστησεν αὐτοὺς μετ' αἰῶνας γνησίους Ἕλληνας; Τὸ μέγα ὄνομα τῆς νέας Ἑλλάδος, ὁ ἐνδοξος πολίτης αὐτῆς καὶ εὐεργέτης, δὲν εἶναι ὁ κερκυραῖος Καποδίστριας; Παρατηρήσατε ἂν ἔφερον *ιταλικὸν ὄνομα* οἱ πεσόντες ἑπτανήσιοι ἐν τῷ πεδίῳ τοῦ Λάλα; ὁ Δομενεγίνης ὁ θυσιασθεὶς ἐν Ἠπείρῳ τῷ 1854;

Μετὰ τὴν πτώσιν τῆς Ἐνετοκρατίας, ποῦ ἠκούσθη πρῶτον τὸ γλυκὺ ὄνομα τῆς Ἑλλάδος; Ἐν ἑπτανήσῳ· καὶ ἡμιλλῶντο μετὰ τοῦ λαοῦ νὰ τὸ προφέρωσι τὰ χεῖλη τῶν εὐπατριδῶν ἐκείνων οὓς ὀνομάζετε σήμερον ξένους. Ἐν ἑπτανήσῳ συνεκροτήθη ἡ πρώτη Νεοελληνικὴ Πολιτεία, ἡ δὲ πρωτεύουσα αὐτῆς ὑπῆρξε διὰ τοῦ Πανεπιστημίου τῆς ἢ πρώτη τοῦ Ἑλληνισμοῦ ἐστία. Ἐνταῦθα ἐξενίσθησαν πλείστοι τῶν λογίων ὁμογενῶν ἐν ἡμέραις ἐθνικῆς δυσπραγίας. Ἐνταῦθα ἐπὶ Προστασίας—ἥτις οὐδὲν ἄλλο εἶμῃ κατεριπωμένα φρούρια καὶ ἀμαξωτοὺς δρόμους κατέλειπεν, ὡς λέγετε—ἐνταῦθα οἱ Ἀσώπιοι παρέδιδον τὸ πρῶ-

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΝ
ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΑΘΗΝΩΝ

1891

τον τῆ πανελληνίῳ νεολαίᾳ τὴν ἑλληνικὴν φιλολογίαν, οἱ Καρνανδανεὶ τὴν μαθηματικὴν ἐπιστήμην. Ἐνταῦθα, κατεχόντων τὰς κυβερνητικὰς θέσεις τῶν ἀνδρῶν ἐκείνων τῶν μὴ καταδεχομένων νὰ λαλήσωσιν ἄλλην γλῶσσαν πλὴν τῆς βερετικῆς διαλέκτου, ἐδίδαξαν ἐν τοῖς δημοσίοις σχολείοις ἑλληνικὰ γράμματα ὁ Φαρμακίδης, ὁ Βάμβας, ὁ Οἰκονομίδης, ὁ Φιλητᾶς καὶ μυριοὶ ἄλλοι οὓς ἐπιλείψει με ὁ χρόνος ἀπαριθμοῦντα.

Κακῶς ἐπενοήσατε, Κύριε Κόμνε, λέγοντες τὰ μὴ ἀληθῆ καὶ λοιδοροῦντες τοὺς Ἐπτανησίους νὰ κάμψτε τὴν ἀπολογίαν τῆς ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως. Οἱ κυβερνῶντες τὴν Ἑλλάδα δὲν περιέπεσον ἀπλῶς εἰς λάθη ὡς πρὸς τὴν Ἐπτάνησον ἀλλὰ διέπραξαν πράξεις αἰτινες ὄφειλον αὐστηρότερον νὰ χαρακτηρισθῶσι.

Ἐπροφητεύσατε ὅτι ἡ ἑλληνικὴ Κυβέρνησις δι' ἔλλειψιν νόμου συγχωροῦντος εἰς αὐτὴν νὰ παρέμβῃ εἰς τὴν μεταξὺ πόλεως καὶ ἐξοχῆς Κερκύρας διαφορὰν, θέλει υποχωρεθῆ νὰ σταυρώσῃ τὰς χεῖράς της ; Ἀλλ' ἤξεύρετε τίς καὶ τίνες πρῶτοι ἐνέσπειραν ἐν Κερκύρᾳ τὰ μεταξὺ χωρικῶν καὶ ἀστῶν ζιζάνια ; Ἄν δὲν τὸ ἤξεύρετε, μάθετε τὴν σύγχρονον ἱστορίαν.

ἤξεύρετε πρὸς ἐκδίκησιν τίνος καὶ τίνων δι' ἐνὸς δρακοντείου Νόμου ἀφέθη ἀπροστάτεντος ἢ ἰδιοκτησία τῶν Κερκυραίων ; Δὲν τὸ ἤξεύρετε ; Μάθετε τὴν σύγχρονον ἱστορίαν.

Γινώσχετε διατί, ὑπαρχούσης Βουλῆς πειθηνίου τῆ Κυβερνήσει καὶ ψηφισάσης πανθ' ὅσα τῆ ὑπεβλήθησαν νομοσχέδια καὶ αὐτὰ τὰ μισπητότερα τῷ λαῷ, ἡ ἑλληνικὴ Κυβέρνησις σταυροῦναι τὰς χεῖράς της καὶ ἐπιτρέπει τὴν ἔλλειψιν Νόμου δυναμένου νὰ λύσῃ τὴν μεταξὺ πόλεως καὶ ἐξοχῆς διαφορὰν ; ἢ μᾶλλον ἐπιτρέπει τὴν ἔλλειψιν Νόμου δυναμένου νὰ ἀποκαταστήσῃ εἰς τὰ δικαιώματά των τοὺς ἀποδυνωθέντας ἰδιοκτικότητας ; Τὸ ἀγνοεῖτε ; Μάθετε τὴν σύγχρονον ἱστορίαν.

Οἱ Ἐπτανῆσιοι, οἱ Κερκυραῖοι ἰδίως, ἀπεκάμομεν ὑποφέροντες τὰ πάνδεινα ὑπὸ κυβερνήσεως ἢν ὑμεῖς, Κύριε Κόμνε, νομίζετε εὐλόγον νὰ ὑπερασπισθῆτε. Θεμιτὸν ὑμῖν νὰ συντάξῃτε οἶον ; βούλεσθε πανηγυρικοὺς λόγους, ἀλλὰ μὴ συνοφαρτεῖτε.

Ἐν Κερκύρᾳ τῇ 8ῃ Μαΐου 1867

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΣ

ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΚΑΝΤΗΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΛΗΘΟΥΡΙΟΥ

